

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE LA RHODÉSIE

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre voudrait-il reconsidérer notre attitude actuelle à l'égard des sanctions économiques contre la Rhodésie, vu que ce pays offre des occasions d'emploi à un grand nombre de Canadiens?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Le gouvernement du Canada a l'intention de se conformer aux sanctions approuvées par les Nations Unies.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES BUREAUX DES PROVINCES ATLANTIQUES

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre du Travail s'il peut nous assurer qu'on ne réduira pas le personnel de sept bureaux ou plus d'assurance-chômage de la région atlantique d'ici le 1^{er} juillet.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Non, monsieur l'Orateur, je ne puis donner cette assurance. La seule que je puisse vous donner c'est que l'assurance-chômage est organisée pour offrir les meilleurs services possibles au public et pas forcément pour plaire aux employés.

M. Comeau: Monsieur l'Orateur, vu la controverse autour de cette question, le ministre serait-il prêt à faire une déclaration à l'appel des motions et à nous dire exactement quels changements en fait et quelle portée ils auront sur les bureaux actuels?

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, un comité de la Chambre est actuellement saisi du bill en question; il étudie donc, je suppose, toutes ces questions.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE BUDGET DE L'ONTARIO ET LE PROGRAMME

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. A-t-il pu examiner le budget du gouvernement de l'Ontario qui annonce des subventions à l'industrie et peut-il maintenant dire si ces propositions vont déranger le programme fédéral ou modifier le genre de subventions offertes?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je suis au courant de cela. Le ministère étudie les conséquences de ces dispositions budgétaires, mais nous ne croyons pas que cela puisse affecter nos programmes.

[L'hon. M. Davis.]

[Traduction]

M. Saltsman: Le ministre prévoit-il terminer son étude ou son évaluation de la situation et en faire rapport à la Chambre?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de faire rapport sur cette question. Nous voulons simplement voir s'il y a incidence sur nos propres programmes, et nous n'en voyons aucune.

* * *

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

LA SUPPRESSION AUX FAMILLES AISÉES—LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

[Traduction]

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Peut-il nous dire s'il songe à modifier le régime d'allocations familiales en supprimant les allocations aux familles aisées, comme on l'a déjà proposé? Songe-t-il à faire ces changements au cours de la session actuelle?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je pense avoir déjà dit plusieurs fois, ou surtout à la fin de la semaine dernière, en réponse à une question semblable, que nous étudions et espérons présenter une mesure législative à éléments des propositions contenues dans le Livre blanc. Ces suggestions nous arrivent à l'heure actuelle, nous les étudions et espérons présenter une mesure législative à l'automne.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX QUANT AU DÉTOURNEMENT—LES EFFETS ÉCOLOGIQUES

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Le gouvernement fédéral s'est-il entretenu avec les autorités provinciales du Québec du détournement vers le Sud de rivières se déversant actuellement dans la baie d'Hudson?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Non, monsieur l'Orateur.

M. Harding: Monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral entreprendra-t-il des études sur les effets écologiques possibles de tout détournement?

L'hon. M. Davis: La question est hypothétique, monsieur l'Orateur. Aucun détournement vers le sud n'est, je pense, envisagé.